

KERENSKY L'EMPORTE A L'ASSEMBLÉE DE PETROGRAD

EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2.515. — 10 centimes.

"Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport." — NAPOLEON.

Jeudi
4
OCTOBRE
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, 13^e des Italiens. Tel. : Cent. 80-88
PIERRE LAFITTE, FONDATEUR

L'INTERROGATOIRE DE BOLO PACHA

M. Bouchardon s'est rendu hier à la prison de Fresnes
Il a interrogé Bolo pacha en présence de M^e Jacques Bonzon



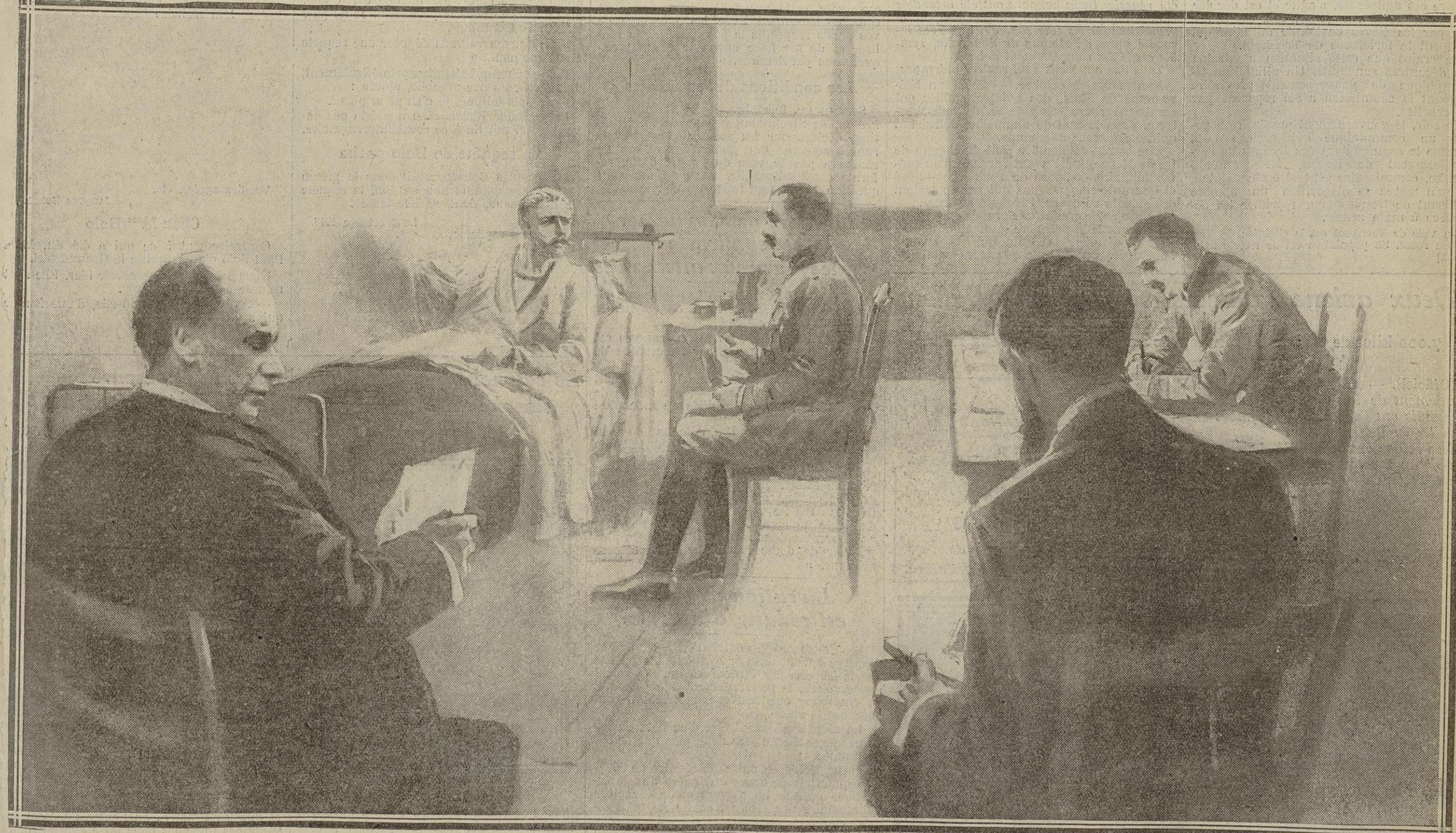
M^e JACQUES BONZON ARRIVE A FRESNES
AVEC SON SECRÉTAIRE, M^e PAUL REYNOARD



LES DEUX AVOCATS PENÉTRENT
DANS LA COUR DE L'INFIRMERIE



LE CAPITAINE BOUCHARDON QUITTE FRESNES
AVEC SON GREFFIER, LE SERGENT GUILLAUME



BOLO PACHA INTERROGÉ DANS SON LIT. — DE GAUCHE A DROITE : M^e BONZON, LE CAPITAINE BOUCHARDON, M^e REYNOARD ET LE GREFFIER GUILLAUME
Le capitaine Bouchardon, accompagné de son greffier, le sergent Guillaume, est arrivé à la prison de Fresnes, hier à 14 h. 45. Il y avait été devancé par M^e Jacques Bonzon et le secrétaire de celui-ci, M^e Paul Reynoard. L'interrogatoire dura à peine une demi-heure. A 15 h. 25, le capitaine Bouchardon quittait la prison, après s'être entretenu

avec le directeur. Bolo pacha a été interrogé dans la cellule qu'il occupe à l'infirmerie de la prison. Son état ne lui avait pas permis de quitter son lit. Ajoutons que Bolo pacha, depuis plus d'un mois, a laissé pousser sa barbe. Il portait la fameuse chemise de soie dont la presse a entretenu le public, une chemise-kimono ouverte sur un gilet de flanelle.

KERENSKY L'EMPORTE A PETROGRAD

Par 766 voix contre 688, l'Assemblée démocratique s'est prononcée pour un ministère de coalition.

En plus de cette majorité, Kerensky a pour lui l'approbation du pays.

M. Kerensky est sorti victorieux de la conférence démocratique que le Soviet de Petrograd avait convoquée dans le dessein de le renverser et de donner le pouvoir à Tchernof et aux maximalistes. Par 766 voix contre 688, la conférence a approuvé l'idée d'un ministère de coalition, idée soutenue par M. Kerensky.

On le sentait d'ailleurs sûr du succès, puisque, ayant même que le vote fut connu, la liste de ses futurs collaborateurs circulait à Petrograd. Bien entendu, M. Kerensky n'a pas encore eu le temps de choisir définitivement les titulaires des portefeuilles. Les noms qui ont été publiés sont ceux des ministres, mais les nominations sont immédiates.

Le fait que M. Kerensky se propose de faire appel à des modérés, à des libéraux et à de grands patrons est la meilleure preuve de l'échec des maximalistes. Le jeune dictateur semble même avoir acquis à sa cause une fraction dissidente du parti cadet qui a rompu avec lui avec éclat.

Ce qui a permis à M. Kerensky de triompher de ses adversaires d'extrême-gauche, c'est surtout le mouvement d'opinion qui s'est manifesté en province. Sa majorité, assez faible, à la vérité, de la conférence démocratique, est singulièrement renforcée par l'approbation des autres villes où le sentiment est monté contre Petrograd.

Il se passe en ce moment en Russie quelque chose qui ressemble à la situation de la France en 1871, lorsque la Commune de Paris se trouvait presque entièrement isolée dans le pays. A Moscou, en particulier, il y a eu des manifestations contre le Soviet de Petrograd accusé de « confisquer la révolution ». Cet état d'esprit viendra en aide à l'entreprise de régénération de M. Kerensky.

Ce n'est pas qu'il ne reste des ombres noires au tableau. Lemine est très probablement rentré en Russie. La révolte de Tachkent montre qu'il subsiste des foyers d'insurrection et que plus d'une surprise est encore possible. Mais, enfin, une nouvelle et difficile étape se trouve franchie. — J. B.

PETROGRAD, 1^{er} octobre. — Selon un télégramme de Tachkent, un groupe d'agitateurs politiques se sont proclamés, à l'issue d'un meeting : « Comité révolutionnaire ». Ils se sont emparés du pouvoir dans la ville et ont attiré de leur côté les éléments de deux régiments locaux. Ils ont déclaré en outre qu'ils ne reconnaissaient plus le gouvernement provisoire.

La population musulmane, qui désaprouve ces agitateurs, s'agit et est décidée à opposer de la résistance. Elle est soutenue par les élèves de l'école militaire qui occupent la forteresse de Tachkent.

On craint que cette situation n'entraîne des désordres sanglants. Un ultimatum télégraphique du gouvernement provisoire exigeant la soumission a été repoussé par les rebelles.

Ce soir, le gouvernement provisoire a publié un communiqué qui déclare qu'il nomme le commandant des troupes de l'arrondissement de Kazan, M. Korovnitschenko, commissaire général du Turkestan, et qu'il met à sa disposition un nombre suffisant de troupes pour réprimer les dérives à main armée.

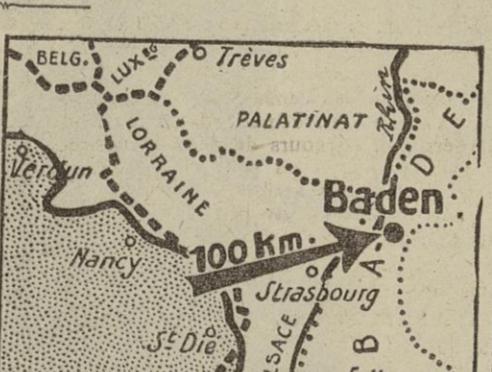
La ville de Tachkent est le chef-lieu du Turkestan russe. Sa population est de 100,000 habitants.

Deux avions français bombardent Baden

7.000 kilos de projectiles sont lancés au cours de nombreux raids.

(Officiel). — En représailles du bombardement de Bar-le-Duc, deux de nos appareils ont jeté plusieurs bombes sur la ville de Baden.

Nos avions ont bombardé, dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre et dans la journée du 2, la gare de Fribourg, les usines de Volklinger et d'Hoffondach, les gares de Brieul, Longuyon, Metz-Worippy, Arnaville, Mézières-lès-Metz, Thionville, Sarrebourg ; 7.000 kilos de projectiles ont été lancés au cours de ces diverses expéditions.



VUE DE BADEN

L'ANGLETERRE BIEN RÉSOLUE A SE VENGER

« Nous rendrons avec usure aux Allemands le mal qu'ils nous font », a déclaré M. Lloyd George.

Nouveau raid de représailles français : nos avions bombardent Baden.

LONDRES, 3 octobre. — « Nous leur rendrons avec usure le mal qu'ils nous font », dirent les paroles jetées, hier matin, par M. Lloyd George aux habitants d'une pauvre rue du sud-ouest de Londres, démolie et dévastée par les bombes allemandes. Et la présence du maréchal French accentua la gravité de ces paroles, prononcées au milieu d'une scène de désolation et telle que Londres n'en a jamais vu d'aussi tragique.

Le président du Conseil et lord French parcoururent jusqu'à neuf heures du matin le quartier ainsi éprouvé. L'indignation de M. Lloyd George éclata, lorsqu'il arriva devant la maison sur le seuil de laquelle quatre enfants avaient été tués, et d'où une femme et ses enfants avaient été retirés de sous un toit de décombres.

La foule vît rassemblée autour des deux visiteurs acclama M. Lloyd George promettant de sévères représailles.

La presse de Londres annonce que le premier ministre fera prochainement une déclaration sur la guerre aérienne. Cette nouvelle est accueillie avec la plus grande satisfaction.

Depuis longtemps déjà une partie de la presse demandait des représailles. D'autres journaux faisaient remarquer que les opérations actuelles en France demandaient tous les appareils dont on pouvait disposer et faisaient ressortir les difficultés de raids à longue distance des bases britanniques. L'unanimité semble maintenant réalisée.

Les pertes causées par les raids allemands en neuf mois

LONDRES, 3 octobre. — La presse publie un tableau comparatif, provenant d'une source officielle, du nombre des victimes des accidents de la rue et des victimes des raids aériens ennemis, du 1^{er} janvier au 30 septembre 1917.

Pendant ces neuf mois, 487 personnes ont été tuées et 14.104 blessées par des accidents survenus dans les rues de la zone métropolitaine, chiffres sensiblement inférieurs à la normale à cause de la réduction de la circulation, tandis que les raids ennemis n'ont fait que 191 victimes tuées et 749 blessées.

Dans ce dernier chiffre sont comprises un grand nombre de personnes simplement confusionnées.

Un raid efficace anglais sur Zeebrugge

LONDRES, 3 octobre. — Officiel. — Nos avions ont bombardé, dans la nuit du 30, l'aérodrome de Saint-Denis-Westrem. Les bombes sont tombées au milieu des hangars et en ont incendié un du côté sud. Les flammes étaient visibles à près de 50 kilomètres à la ronde.

Les écluses de Zeebrugge ont été également bombardées.

L'aérodrome de Saint-Denis-Westrem a été de nouveau bombardé dans la journée du 1^{er} octobre. Plusieurs coups directs ont été réussis. Deux hangars ont été incendiés vers l'angle sud-est de l'aérodrome, et le grand hangar du côté sud, qui avait été incendié durant l'attaque de dimanche, semble avoir été complètement détruit.

Tous nos appareils sont rentrés indemnes.

AMSTERDAM, 2 octobre. — Selon un télégramme de Sluis, des aviateurs alliés ont bombardé l'aérodrome de Saint-Denis-Westrem, dans la nuit de dimanche, détruisant plusieurs appareils allemands.

Une bombe atteignit le pont du chemin de fer de Meppel, juste avant l'arrivée d'un convoi militaire composé de deux locomotives et quarante-cinq wagons qui transportaient des soldats en congé, revenant au front.

Le projectile creusa une grande excavation dans laquelle la première locomotive tomba, faisant dérailler le train qui fut ensuite bombardé. On compte plusieurs victimes.

EXCELSIOR

GUSTAVE V EST NEUTRE AVANT TOUT

Il préconise la formation d'un cabinet d'union où tous les partis seraient représentés.

Mais M. Branting n'acceptera qu'un gouvernement réformateur.

STOCKHOLM, 2 octobre. — Le roi a reçu cet après-midi les chefs des trois grands partis du Riksdag : MM. Trygger et Lindman, du parti de la droite ; Eden et Qwarnzelius, du parti libéral ; Branting et Thorson, du parti socialiste.

Il leur a dit :

— Depuis le commencement de la guerre mondiale, ma politique a toujours visé à tenir notre patrie en dehors du conflit, et, tout en sauvegardant notre entière indépendance, à suivre une neutralité strictement impartiale.

— Mais nos difficultés vont en augmentant chaque jour. La plus grande prudence est nécessaire pour que nous puissions conserver la position que nous avons adoptée une fois pour toutes.

— Les membres du conseil ayant, pour des raisons de politique intérieure, jugé nécessaire de donner leur démission, il m'a semblé également impossible pour tous les partis politiques d'examiner comment on pourrait arriver à une solution plus favorable aux intérêts du pays.

— Personnellement, j'ai la ferme conviction que le mieux serait de constituer si possible un ministère formé de représentants de toutes les fractions politiques importantes, comme cela a été fait dans plusieurs autres pays ; ministère qui, par sa composition même, marquerait nettement devant son propre pays aussi bien que vis-à-vis de l'étranger, l'unanimité avec laquelle le peuple suédois a accepté la politique de neutralité qu'il a poursuivie jusqu'à ce jour.

— J'aime à croire qu'un tel ministère serait



GUSTAVE V DE SUÈDE

apté à empêcher les divisions intérieures et à exercer pendant la crise actuelle une action calme sur les esprits dans le pays. Ma conviction est que ce sera la meilleure voie, la plus sûre, pour pouvoir piloter le navire de l'Etat à travers les grands écueils et les difficultés qui nous entourent.

— Je vous prie instamment de considérer avec soin cette proposition en examinant consciencieusement avec les membres de vos partis respectifs la possibilité de la réaliser et de me faire savoir le résultat auquel vous parviendrez.

Les conditions des socialistes

STOCKHOLM, 3 octobre. — Le Social-Démocrate, de Stockholm, organe de M. Branting, déclare que les socialistes se refusent à soutenir tout gouvernement qui ne réalisera pas le vœu du peuple d'une réforme constitutionnelle, car c'est sur cette question que se sont faites les élections.

La mort de Guynemer est confirmée par les journaux allemands

LAUSANNE, 3 octobre. — Les journaux allemands annoncent la mort de Guynemer en ces termes :

« Le 11 septembre, un avion français est tombé à quelque distance du cimetière de Poelcappelle.

« Le sous-officier allemand B... se rendit aussitôt, avec deux hommes, sur le lieu de la catastrophe. Une des ailes du monoplan était brisée.

« Le sous-officier B... détacha de son siège le pilote, qui était mort. Il portait une plaie à la tête. Il avait une jambe et une épaule brisées. Néanmoins, son visage était reconnaissable. Il ressemblait à la photographie connue de Guynemer. Les papiers trouvés dans les vêtements du pilote étaient d'ailleurs au nom de Georges Guynemer.

« Il semble donc bien qu'il ne puisse plus y avoir de doute sur la mort du célèbre aviateur. »

La ration de sucre est réduite d'un tiers

Les bateaux qui contribuent à ravitailler le pays devant amener avant tout dans nos ports les céréales étrangères qui nous sont nécessaires, le gouvernement a été conduit à envisager une nouvelle restriction concernant le sucre.

La réduction devant être d'un tiers, la ration mensuelle ne sera donc plus que de 500 grammes.

On a décidé en outre de réduire de 50 % les quantités de sucre attribuées aux fabrications de luxe ou n'ayant qu'un caractère alimentaire accessoire : confiserie, pâtisserie, etc.

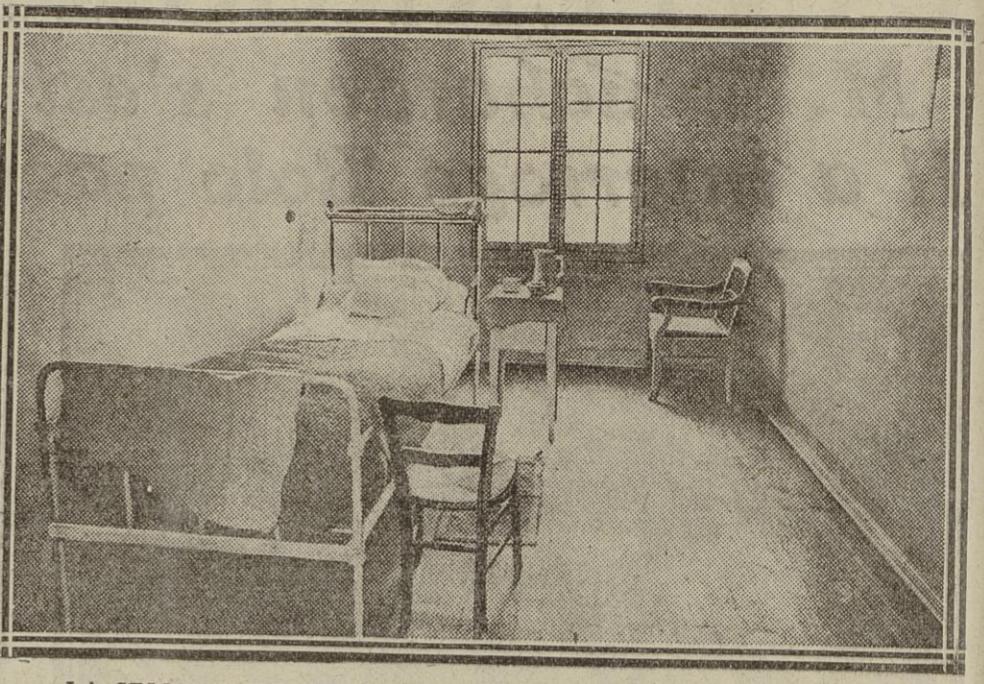
Pour la mise en pratique de ce nouveau rationnement, les coupons d'octobre serviront à la consommation jusqu'au 15 novembre, ceux de novembre jusqu'au 31 décembre, les coupons de ce dernier mois étant simplement annulés.

Il n'est rien changé aux quantités supplémentaires prévues pour les enfants et les malades.

BOLO NÉGLIGE SA DÉFENSE POUR SE FAIRE ACCUSATEUR

Il met en cause,
Son défenseur

Ce que contiennent les cablogrammes envoyés de Washington par notre ambassadeur M. Jusserand



LA CELLULE DE BOLO PACHA A L'INFIRMERIE DE FRESNES

Le capitaine Bouchardon, accompagné du sergent Guillaume, son greffier, s'est rendu, hier après-midi, à la prison de Fresnes pour procéder à l'interrogatoire de Bolo pacha, en présence de M. Jacques Bonzon et de M. Paul Reynoard, son secrétaire.

L'interrogatoire fut très court. Arrivé à 2 h. 45, le capitaine rapporteur quittait la prison à 3 h. 25, après s'être entretenu quelques instants avec le directeur.

Le capitaine Bouchardon, lorsqu'il fut mis en présence de Bolo pacha, demanda à l'interrogatoire :

— Vous nous avez fait exprimer par le directeur de la prison le désir d'être interrogé le plus tôt possible. Aussitôt l'accomplissement des formalités légales, nous nous sommes rendu à votre appel, et sommes prêt à recevoir vos nouvelles explications.

— Je proteste de toutes mes forces, répondit Bolo pacha, contre l'accusation qu'on porte contre moi, et contre laquelle tous mes actes protestent.

— Faire de moi un traître, moi qui... moi qui étais l'ami de toute la vie, le suis du

Puis, de la main même de Bolo pacha, la requête se termine par ces mots :

Je signe cette lettre. Epouse, je n'ai pu que la dicter à M. Bonzon.

PAUL BOLO.

Le capitaine rapporteur a immédiatement coté ce document qu'il a joint au dossier

M. Bonzon chez le capitaine Bouchardon

Veuillez agréer, etc.

JACQUES BONZON

Paris, ce 3 octobre 1917.

Mon capitaine

Veuillez agréer, etc.

JACQUES BONZON.

Chez M^e Bolo

Contrairement à ce qui a été dit, Mme Paul Bolo n'a pas quitté le Grand-Hôtel.

Nous avons pu l'apercevoir hier. Elle s'est refusée à toute interview.

— Ayez pitié, nous dit-elle, d'une femme qui souffre.

Nous extrayons de ce discours le passage suivant :

— Combien de fois n'ai-je pas regretté de ne pas trouver facilement l'occasion d'offrir à notre armée navale et à notre marine de commerce le tribut d'hommages qu'elles n'ont cessé de mériter !

— Si j'ai envoyé de loin à nos escadres les félicitations de la France et de ses alliés ; si j'ai vu à l'œuvre, dans les dunes de Belgique, l'héroïque phalange des fusiliers marins, j'ai eu la tristesse de n'avoir pas, depuis le début des hostilités, partagé la vie de nos équipages. Le dernier souvenir que m'a laissé la fréquentation de nos marins remonte à la veille de la guerre. J'étais sur la Baltique, à bord d'un cuirassé, lorsque l'Antriche remettait son ultimatum à la Serbie et que les Empires du Centre nouaient les suprêmes intrigues pour faire avorter, dans les chancelleries européennes, tous les efforts de conciliation. La télégraphie sans fil nous apportait de la terre, j'ai senti, en ces heures mortelles, vibrer le cœur des officiers et des matelots. Depuis lors, l'espace nous a séparés ; mais ma pensée est restée constamment auprès d'eux.

BUENOS AIRES, 1^{er} octobre. — Un rejet de la rumeur.

Le président de la République, accompagné de M. Chaumet, ministre de la Marine, s'est rendu hier à Lorient, où il a remis la croix de la Légion d'honneur au maître d'équipage Monnier, de la golette Kléber, et des médailles militaires à plusieurs matelots.

A l'occasion de cette cérémonie, il a félicité l'armée navale et la marine de commerce.

Nous extrayons de ce discours le passage

LA COURONNE SUR LA NAPPE
PAR
GEORGES DOCQUOIS

On lui avait dit :
— A la pension Schweister, il y a moyen de manger loyalement.

Il n'était pas gourmand, certes ; mais le désir de manger loyalement était en lui.

Il n'y a rien de répréhensible dans la recherche d'aliments de bon aloi, tandis qu'il est honteux d'engouffrer, sans y prendre garde, des nourritures suspectes. Les fumées qui montent de l'estomac doivent embaumer le cerveau, non l'empoisonner. Une pénible digestion gâte la faculté de déduire.

Au surplus, je ne crois pas qu'il se fût dit tout cela. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il s'était dit, si le serait dit moins platement : Car c'était un homme à ne pas s'exprimer comme le commun des mortels : il avait, tout à fait, des façons de penser que les provinciaires ne pouvaient pénétrer.

Les familiers de la pension Schweister ne le pénétrèrent point du tout. C'est qu'il ne leur en donnaient point l'occasion : il ne leur soufflait jamais mot.

S'il leur eût adressé la parole, peut-être l'eussent-ils compris...

Je dis "peut-être", et c'est pure hypocrisie ; car je suis assuré que non. De telles gens, en définitive, n'étaient point faits pour mesurer un tel homme.

Et puis n'est-il pas établi que, dès qu'il part pour la première fois à table, les familiers de la pension Schweister l'eurent — oseraient dire — dans le nez ?

— Qu'est-ce que celui-là ? songèrent-ils.

C'était le jour du porc aux pruneaux ; et, à pareil jour (il importe peu de spécifier quel c'était), mais il n'est pas sans intérêt de noter que ce jour revenait régulièrement chaque semaine), ils se sentaient une plus forte, une plus joyeuse aptitude à la vie, à cause du porc et des pruneaux associés. Et voici que l'arrivée inopinée de cet intrus leur rendait, soudain, le jour tout ensemble et le porc aux pruneaux quasiment détestables.

Le plat n'en revint pas moins vide à la cuise, toutefois.

Mais quels étaient donc ces messieurs ? C'étaient quelques-uns des plus brillants officiers de la garnison de Francfort-sur-le-Main.

Tous "hautement nés", cela va de soi ; émanations quintessenciées de la plus avérée aristocratie militaire prussienne. Et je vous tracerai ici leurs noms avec leurs titres, si cela était de la plus petite utilité ; mais cela n'en est d'aucune.

La gêne causée par l'inconcevable présence de ce civil énigmatique dura peu, d'ailleurs. Bien qu'ils restassent, obscurément, troubles par l'ascendant qu'exerçait sur eux cet être aux soyeux cheveux blancs, aux favoris argentés, au front puissant, aux yeux qui, parfois, faisaient peur, au nez d'aigle, à la noble bouche, constamment muette, ces messieurs avaient repris leurs propos d'habitude, leurs jardes et vaseuses plaisanteries de toujours. Mais leur ton, leur libre ton, tout de même, n'y était plus. On eût dit qu'ils y mettaient, maintenant, moins de naturel que de bravade.

L'identité du fâcheux les préoccupait. Ils n'en laissaient rien paraître. Croyez qu'ils n'eussent pas daigné s'enquérir de ses tenants et aboutissants auprès de la veuve Schweister : de si sublimes personnages ne s'abaisseront point à questionner. Le "pékín" eût été de la sorte vulgaire, ils l'eussent tout de suite chassé de leur salle, ignominieusement. Sans savoir pourquoi, ils n'avaient osé rien entreprendre contre celui-ci. Mais ils l'épiaient avec assiduité.

¶

C'est ainsi que, le dixième jour, ils le virent fort bien, avant le potage, tirer de son gousset une pièce d'or, qui était une couronne double. Il posa la couronne sur la nappe, à sa gauche. Durant tout le repas, il parut plus attentif.

Le café bu, il reprit la pièce d'or et la remit en poche, avec un geste d'évidente déception. Ce manège dura plus d'un mois.

A la fin, ces messieurs crevaient de curiosité, n'en pouvaient plus.

Et l'un d'eux, avec le tacite encouragement des autres, se décida.

— Monsieur, hasarda-t-il (et sans rien de la fameuse morgue outrageante que l'on sait, en vérité, presque timidement), est-il très indiscrète de vous demander pour quelle raison vous mettez, chaque jour, cette couenne sur la table ?

Posément, le quidam étrange répondit :

— C'est, messieurs, que je comptais vous offrir une bouteille de bon champagne, s'il vous avait été, rien qu'un instant, possible de vous écrire d'autre chose que d'adultère, de stupre, de galons et de sang.

Il se leva, drapé dans sa redingote à jupe large et à collet montant, sa serine tête bellement soulignée par le triple tour de la cravate en batiste.

Et il ajouta :

— Mais je vois bien qu'il me faut renoncer au plaisir de boire avec vous de cet illustre vin de France.

Il dit ; et, plein d'une majesté sans apparat, il sortit...

C'était Schopenhauer.

Georges DOCQUOIS.

Le président Argentin hostile à la rupture avec l'Allemagne

BUENOS-AIRES, 3 octobre (dépêche particulière). — Il y a ici, depuis quelques jours, un retour offensif de la part des adversaires de la rupture avec l'Allemagne.

Le président Irigoyen, qui reste toujours partisan décidé de la neutralité, est appuyé de deux côtés bien différents. D'une part le bureau socialiste a blâmé ceux des députés du parti qui ont voté la rupture. D'autre part, le haut clergé, qui a des tendances germanophiles, se met de tout son pouvoir en travers du mouvement d'intervention.

Le président Irigoyen, qui est très accessible par ses sentiments aux influences religieuses et qui, au point de vue politique et social, est très rapproché des socialistes, se trouve confirmé par ce double concours dans son idée de maintenir à tout prix les relations avec l'Allemagne.

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE 5 HEURES
DU
MATIN

L'ASSEMBLÉE DÉMOCRATIQUE DE PÉTROGRAD EST REVENUE SUR SES DÉCISIONS

Par 813 voix contre 180, elle repousse l'idée du ministère de coalition.

PÉTROGRAD, 3 octobre. — Après s'être prononcée pour la coalition, la conférence démocratique a adopté ensuite des résolutions s'opposant :

1^o A la coalition avec les éléments bourgeois qui se sont compromis dans le mouvement Kornilov ;

2^o A la coalition avec le parti entier des cadets.

La situation créée ainsi par la contradiction des principes formulés a provoqué de vifs débats.

Finalemant, par 813 voix contre 180, la conférence s'est prononcée contre l'idée même de la coalition. — (Havas.)

Le Soviet contre le gouvernement de coalition

PÉTROGRAD, 3 octobre. — Le comité exécutif du Soviet, après cinq heures de délibération, s'est prononcé par 91 contre 86 contre la transmission du pouvoir aux Soviets et par 127 contre 47 contre le gouvernement de coalition avec les partis bourgeois. — (Havas.)

Des espions allemands sont arrêtés à Petrograd

PÉTROGRAD, 3 octobre. — Des arrestations ont été opérées dans la nuit du 27 septembre parmi les étrangers habitant Petrograd.

Les individus arrêtés faisaient partie d'une grande organisation d'espionnage qui se cachait derrière une entreprise commerciale.

Des perquisitions ont eu lieu dans plusieurs bureaux de commerce. L'enquête n'est encore qu'à ses débuts.

Nombre d'arrestations ont été opérées à l'hôtel Regina.

Parmi les prisonniers se trouvent la baronne Abramson, Kramm, Bruno et le négociant norvégien Bruss.

Une correspondance en plusieurs langues a été saisie.

Les journaux ont publié quelques indications sur la façon de travailler de cette bande.

Ces espions ont réussi à prendre des clichés des installations et des fabriques traîvant pour la défense nationale. Plusieurs fois, certains d'entre eux ont été remarqués rôdant autour des principaux dépôts d'explosifs. Se faisant passer pour des agents de l'autorité, quelques-uns ont pu s'introduire dans des administrations militaires et ont entamé des pourparlers à l'effet d'obtenir des renseignements sur les besoins les plus urgents de l'armée en approvisionnements et en matériel de guerre.

Près de 13 milliards d'impôts de guerre aux Etats-Unis

WASHINGTON, 3 octobre. — La Chambre a adopté mardi le projet de loi des impôts de guerre avec un chiffre de 2 milliards 575 millions de dollars.

Le Sénat a adopté également la loi à mains levées. — (Havas.)

C'est ainsi que, le dixième jour, ils le virent fort bien, avant le potage, tirer de son gousset une pièce d'or, qui était une couronne double.

Il posa la couronne sur la nappe, à sa gauche. Durant tout le repas, il parut plus attentif.

Le café bu, il reprit la pièce d'or et la remit en poche, avec un geste d'évidente déception.

Ce manège dura plus d'un mois.

A la fin, ces messieurs crevaient de curiosité, n'en pouvaient plus.

Et l'un d'eux, avec le tacite encouragement des autres, se décida.

— Monsieur, hasarda-t-il (et sans rien de la fameuse morgue outrageante que l'on sait, en vérité, presque timidement), est-il très indiscrète de vous demander pour quelle raison vous mettez, chaque jour, cette couenne sur la table ?

Posément, le quidam étrange répondit :

— C'est, messieurs, que je comptais vous offrir une bouteille de bon champagne, s'il vous avait été, rien qu'un instant, possible de vous écrire d'autre chose que d'adultère, de stupre, de galons et de sang.

Il se leva, drapé dans sa redingote à jupe large et à collet montant, sa serine tête bellement soulignée par le triple tour de la cravate en batiste.

Et il ajouta :

— Mais je vois bien qu'il me faut renoncer au plaisir de boire avec vous de cet illustre vin de France.

Il dit ; et, plein d'une majesté sans apparat, il sortit...

C'était Schopenhauer.

Georges DOCQUOIS.

LE COMTE CZERNIN NE PEUT S'EMPÊCHER DE PARLER ENCORE DE LA PAIX

Il s'étend avec complaisance sur les dispositions pacifiques de l'Autriche, mais il rejette toute indemnité et ne craint pas d'ajouter : « Notre situation militaire sera meilleure dans un an qu'aujourd'hui ! »

BALE, 3 octobre. — On manie de Buda-

est : ont commises en Galicie, en Bucovine, dans le Tyrol, sur l'Isonzo, en Prusse orientale, dans les territoires turcs et dans les colonies allemandes. L'Entente a-t-elle de son côté l'intention de nous indemniser de tout ou se trompe-t-elle si complètement sur notre mentalité qu'elle espère des dédommages unilatéraux ?

« Ce n'est pas avec des phrases claironnantes que la guerre se finira : que n'entendimes-nous pas déjà ! Que l'Allemagne serait anéantie, la monarchie morcelée, puis, on diminua : on voulait se contenter de modifier notre situation intérieure.

« Nos adversaires semblent maintenant se trouver dans une troisième phase en ne parlant plus des conditions qui touchent notre existence et notre droit de disposer de nous-mêmes, de notre vie constitutionnelle, mais en réclamant des rectifications de frontières plus ou moins importantes. »

Et le comte Czernin a conclu ainsi :

« Je crois fermement que, dans un an, notre situation sera encore incomparablement meilleure qu'aujourd'hui, mais je considère que ce sera un crime de prolonger cette guerre un seul jour de plus qu'il n'est nécessaire pour l'intégrité de la monarchie et pour la garantie de l'avenir, afin d'obtenir des avantages territoriaux ou matériels quelconques. »

« C'est uniquement pour cette raison que je suis et que je suis pour une paix d'entente, encore aujourd'hui, mais si nos ennemis ne veulent pas entendre, s'ils nous obligent à continuer ce meurtre, nous nous réservons de revoir notre programme de conditions. »

Et le comte Czernin a conclu ainsi :

« Je crois fermement que, dans un an, notre situation sera encore incomparablement meilleure qu'aujourd'hui, mais je considère que ce sera un crime de prolonger cette guerre un seul jour de plus qu'il n'est nécessaire pour l'intégrité de la monarchie et pour la garantie de l'avenir, afin d'obtenir des avantages territoriaux ou matériels quelconques. »

« C'est uniquement pour cette raison que je suis et que je suis pour une paix d'entente, encore aujourd'hui, mais si nos ennemis ne veulent pas entendre, s'ils nous obligent à continuer ce meurtre, nous nous réservons de revoir notre programme de conditions. »

Pourquoi ai-je eu besoin des millions de Bolo ?

J'en ai eu besoin parce que le Journal avait été vendu, parce que l'unique souci de ses acheteurs avait été de me fermer la bouche, et parce que j'ai dû, pour me maintenir et continuer mon œuvre, payer précipitamment la valeur des actions représentant, comme disent les Américains, le "contrôle" de l'affaire...

... Les fonds de Bolo ont servi d'abord à rembourser à mon compte à la banque Morgan le premier versement d'un million que j'avais fait, de mes derniers personnels, à la famille Lenoir ; pour le surplus, quatre millions et demi, ils sont passés directement des coffres des banques parisviennes où ils avaient été déposés dans ceux de M. Brunet, avoué et conseil judiciaire de M. Pierre Lenoir.

Quant aux onze cents actions, objet de la transaction, elles sont restées dans le coffre du Crédit Lyonnais, où je les avais fait déposer à mon nom, qu'elles n'ont jamais quitté, et d'où, je jure qu'aucune influence ne les fera sortir, tant que durera la guerre. Voilà.

Un article de M. Charles Humbert

M. Charles Humbert publie ce matin, dans le Journal, un long article où il expose en détails ce qui s'est passé au Journal depuis le moment où M. Henri Letellier en abandonna la direction. Voici la conclusion et le résumé de cet article.

Pourquoi ai-je eu besoin des millions de Bolo ?

J'en ai eu besoin parce que le Journal avait été vendu, parce que l'unique souci de ses acheteurs avait été de me fermer la bouche, et parce que j'ai dû, pour me maintenir et continuer mon œuvre, payer précipitamment la valeur des actions représentant, comme disent les Américains, le "contrôle" de l'affaire...

... Les fonds de Bolo ont servi d'abord à rembourser à mon compte à la banque Morgan le premier versement d'un million que j'avais fait, de mes derniers personnels, à la famille Lenoir ; pour le surplus, quatre millions et demi, ils sont passés directement des coffres des banques parisviennes où ils avaient été déposés dans ceux de M. Brunet, avoué et conseil judiciaire de M. Pierre Lenoir.

Quant aux onze cents actions, objet de la transaction, elles sont restées dans le coffre du Crédit Lyonnais, où je les avais fait déposer à mon nom, qu'elles n'ont jamais quitté, et d'où, je jure qu'aucune influence ne les fera sortir, tant que durera la guerre. Voilà.

JELLINECK-MERCÉDÈS VIENT D'ÊTRE ARRÊTÉ A GENÈVE

Il est inculpé d'espionnage au bénéfice des Empires centraux.

BERNE, 3 octobre. — Jellineck, principal actionnaire de la Compagnie des automobiles Mercedes, qui avait été arrêté, mardi après-midi, à Genève, et qui se trouve actuellement dans un état de santé très précaire, a demandé au juge d'instruction fédéral d'être remis en liberté provisoire sous caution.

Après un examen médical des plus sévères, le juge, M. Pahud, a fait droit à cette requête et a signé la mise en liberté provisoire de l'inculpé sous caution de 20 000 fr. (Radio.)

Le Petit Parisien reçoit la dépêche suivante :

GENÈVE, 3 octobre. — Jellineck-Mercédès a été interrogé très longtemps par le juge fédéral. Il est inculpé d'espionnage au profit des empêtrés centraux.

Jellineck-Mercédès, qui était arrivé à Genève en 1914, était descendu à l'hôtel National, où il s'était entouré de nombreux sténographes, car il n'écrivait jamais rien lui-même. Il avait gardé aussi auprès de lui, en

M. LAHOVARY QUITTE PARIS

M. Alex.-Em. Lahovary, ministre plénipotentiaire de Roumanie à Paris, prendra prochainement à Rome la direction de la légation de Roumanie, en remplacement du prince Ghika.

C'est M. Victor Antonesco, ancien ministre dans le cabinet Bratiano qui fut reconstitué



M. LAHOVARY

M. ANTONESCO

lors de l'entrée en guerre de la Roumanie, qui remplacera à Paris M. Lahovary.

Le départ de M. Lahovary, qui fit ses études en France et qui représentait la Roumanie à Paris depuis neuf ans, sera vivement regretté de tous ceux qui furent témoins de son activité. On sait que celle-ci s'est toujours dépassée en faveur de l'intervention de son pays aux côtés de l'Entente, intervention qui se réalisa en août 1916. A Rome, M. Lahovary retrouvera les sympathies qu'il y laissa il y a une vingtaine d'années lorsqu'il abandonna ses fonctions de premier secrétaire de la légation auprès du gouvernement italien.

M. Antonesco, son successeur à Paris, connaît notre pays pour y avoir accompli plusieurs missions depuis le début de la guerre.

LES COURS

— S. M. le roi d'Espagne a reçu, au Palais de Miramar, une délégation de la Société "la Voile de Bayonne-Biarritz", venue pour remettre au souverain une plaquette artistique signée d'un de nos meilleurs maîtres, en témoignage de reconnaissance au roi, président d'honneur de la Société, pour son intervention si généreuse en faveur des Français soldats et civils internés en Allemagne.

CORPS DIPLOMATIQUE

L'Hon. Maurice Egan, ministre des Etats-Unis au Danemark, ayant subi une grave opération dont il est à présent complètement rétabli, part pour deux mois en Amérique.

CERCLES

— Scrutin de ballottage, avant-hier, au Nouveau Cercle de la rue Royale, où l'on a admis membres temporaires M. Basily, conseiller de l'ambassade de Russie, présenté par le baron de La Grange O' Tard et le prince Koudachoff, ainsi que M. Grégoire Iswoolsky, sous-lieutenant dans l'armée française, qui avait pour parrains le vicomte d'Hendecourt et le prince Koudachoff.

INFORMATIONS

— Le général anglais Fryberg, blessé une première fois à Anvers en 1914, une seconde fois en 1915, vient de l'être une troisième fois à Beaucourt (Somme).

— M. Thierry-Mallet se rendra prochainement aux Etats-Unis, où il sera attaché au service du train des équipages de l'armée américaine. M. Mallet, mobilisé dès le début de la guerre, a été blessé trois fois. On annonce que l'aviateur Georges Carpenter, le boxeur bien connu, et le sous-lieutenant Narzare, un de nos "as" fameux, s'embarqueront en même temps que M. Mallet.

— M. Charles Holman Black, délégué de la Croix-Rouge américaine, a quitté Paris hier pour visiter les soldats du front de l'Aisne et leur distribuer des paquets.

NAISSANCES

— Mme Pignerol, née Raffard, femme de l'inspecteur des finances, a heureusement mis au monde une fille : Hélène.

— A Brézelle, Mme Louis Hue, née Morel, vient de donner le jour à une fille qui a reçu le prénom de Béatrice.

MARIAGES

— A Neuilly-sur-Seine vient d'être célébré, dans la plus stricte intimité, le mariage de notre excellent confrère M. André Tudesq avec Mme Raymonde Banès.

DEUILS

— La comtesse de Verthamon, née Beauvois de Saint-Aulaire, dont la mort a été annoncée ces jours derniers à Périgueux, était la veuve du glorieux zouave pontifical tué le 2 décembre 1870 à Patay, où il portait la bannière du Sacré-Cœur, qui lui avait été remise quelques instants auparavant par le général de Charette.

Nous apprenons la mort :

Du peintre Armand Berton, chevalier de la Légion d'honneur, qui fut l'un des fondateurs de la Société nationale des Beaux-Arts,

SANTÉ & FORCE

rapidement

obtenues par l'emploi du

VIN DE VIAL

Son heureuse composition

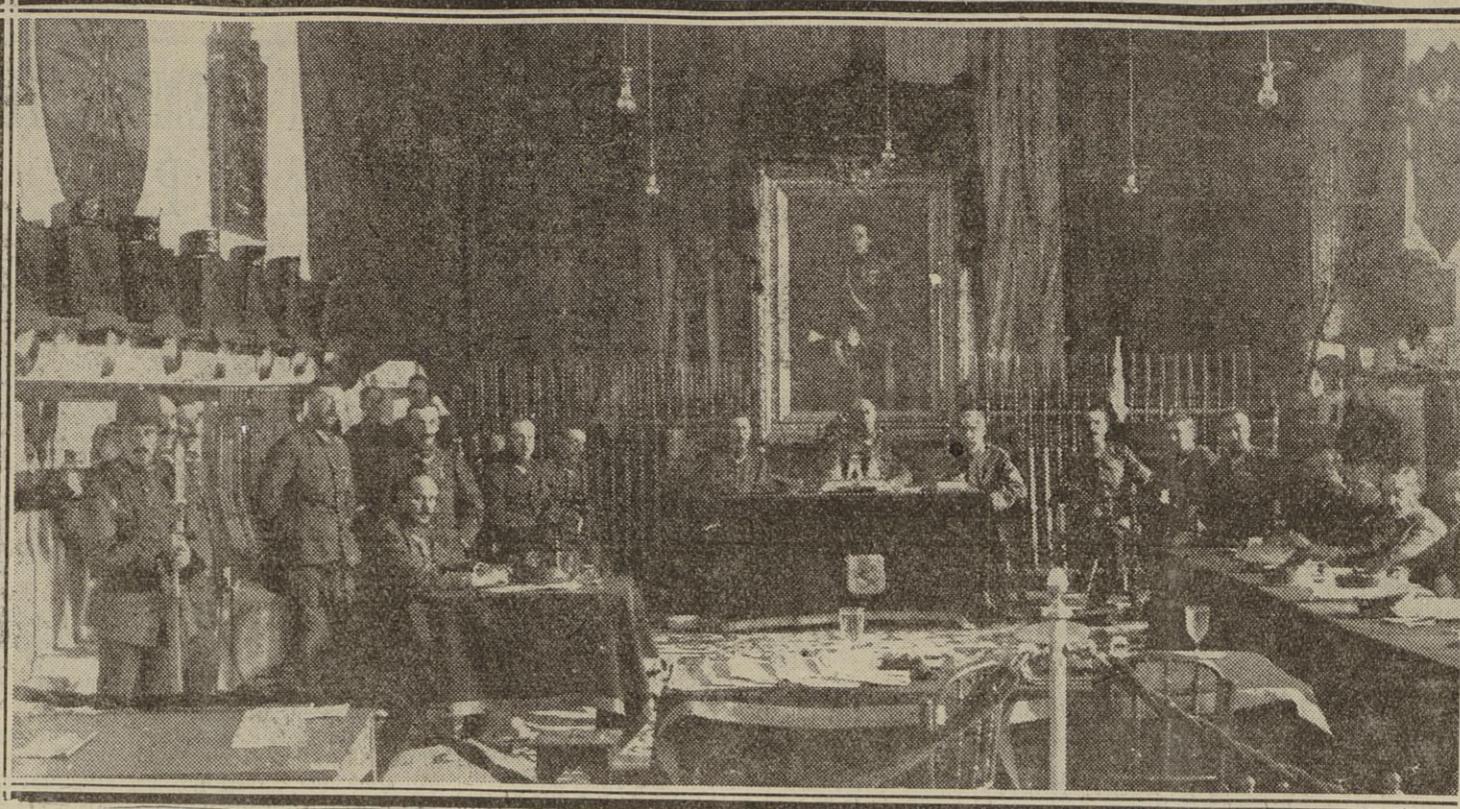
Quina, Viande

Lacto-Phosphate de Chaux

En fait le plus puissant des fortifiants

Il convient aux Convalescents, Vieillards, Femmes, Enfants et toutes personnes débiles et délicates.

DANS TOUTES PHARMACIES

EXCELSIOR
LE CONSEIL DE GUERRE DE MADRID

CE TRIBUNAL MILITAIRE EST CHARGE DE JUGER LES GRÉVISTES ARRÊTÉS

On se souvient que de graves troubles éclatèrent dans toute l'Espagne, provoqués par les révolutionnaires qui proclamèrent la grève générale. Les conseils de guerre ont été chargés de juger les émeutiers arrêtés. Voici le tribunal militaire qui vient de se réunir à Madrid, à la caserne Saint-François.

BLOC-NOTES

Il y a une question de Palestine. La Palestine, comme on le sait, est une partie, une enclave de la Syrie. Si les choses tournent comme elles doivent tourner, comme la diplomatie alliée et M. Wilson sont sûrs qu'elles tourneront, les régions chrétiennes de l'Asie antérieure échapperont définitivement à la domination musulmane de la Turquie ; et la Syrie, placée depuis des siècles sous la protection morale et intellectuelle de la France, la Syrie dont toute la population, même la partie arabe, appelle ce moment de tous ses vœux, est destinée à nouer avec nous des liens plus précis.

Mais il y a des gens — ce sont les sionistes — qui révèlent pour la Palestine un sort différent de la Syrie : ils veulent en faire un royaume juif, tout simplement. Après une éclipse de plusieurs millénaires, le royaume de Juda ressusciterait. Les juifs auraient une patrie. Tous n'iraient pas, certes : le sionisme ne recrute guère ses adhérents que parmi les juifs pauvres, et restés très fidèles à leur foi, de Pologne et de Galicie ; les juifs occidentaux sont en grande majorité antisionistes ; mais cela leur servirait à tous de point d'appui. Voilà ce que disent les promoteurs du projet. Et ces promoteurs existent, même en France. Je les ai vus, ils sont venus m'entretenir de leur grand rêve.

Dans un livre très clair et très sensé, l'Orient méditerranéen, M. André Duboscq fait savoir qu'à un moment donné ce projet paraît avoir eu l'assentiment de la diplomatie des Etats-Unis. L'ambassadeur de nos nouveaux alliés à Constantinople, M. Morgenthau, aurait entamé, avant la guerre, des négociations avec les ministres turcs au sujet de la création d'une Palestine juive autonome. On raconte même qu'il y eut, de la part de ces ministres, le demi-engagement d'accorder des concessions pour l'aménagement du port de Jaffa, l'amélioration des voies de communication, la construction d'hôtels, et de laisser ériger dans l'ancien pays cananéen et philiste une petite république quasi indépendante, peuplée de juifs immigrés.

M. André Duboscq fait remarquer, avec beaucoup de justesse, qu'une telle solution comblerait tous les désirs de l'Allemagne, surtout si elle sentait le reste de l'Asie Mineure lui échapper : et cela seul a dû suffire pour modifier l'opinion du président Wilson à l'égard du projet. Les juifs qui émigreraient en Palestine, en effet, parlent un dialecte allemand, le yiddish. Par conséquent, créer une république ou un royaume juif en Palestine ce serait laisser s'y établir une sphère d'influence allemande. Les Allemands le savent bien : avant la guerre, ils ont fait tous leurs efforts pour que les écoles juives de Palestine enseignissent, avec l'hébreu, le yiddish comme langue européenne, à la place du français, qui avait jusqu'alors toutes les faveurs : et les membres du bureau de l'Alliance israélite, à Paris, ont protesté énergiquement contre cette tentative perfide.

Qu'en internationalise Jérusalem et les lieux saints, rien de mieux. Jérusalem fait partie du patrimoine commun des chrétiens et des juifs. Il y plane les deux ombres de Salomon et de Jésus. Mais la Palestine même forme un tout indivisible avec le reste de la Syrie ; on ne saurait l'en détacher. « Sans la Palestine, dit M. André Duboscq, l'héritage même de la Syrie se trouve à la fois diminué sans compensation et directement menacé. » Il a cent fois raison.

Pierre MILLE.

Tous les jardins de Paris ont été soigneusement entretenus cette année, même ceux des quartiers les plus éloignés du centre de la place d'Italie, du square Parmentier, par exemple.

Pourquoi faut-il que le jardin du Louvre, celui qui s'étend devant la colonnade, et à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, et longe ensuite la rue de Rivoli, soit laissé dans un état d'abandon ? Ce n'est plus un jardin, en effet : c'est quelque chose comme un maquis où aucun être humain n'aurait passé depuis des années.

Et c'est en plein centre de Paris que ce spectacle est offert à l'admiration des étrangers. N'y a-t-il pas là une négligence inexplicable ?

Il nous suffira, pensons-nous, de l'avoir signalée à M. Dalimier, notre aimable surveillant des Beaux-Arts, que rien de ce qui touche à la beauté de Paris ne saurait laisser indifférent.

Les jours se suivent...

Il faisait trop beau avant-hier, cela ne pouvait pas durer. En effet, dès sept heures du soir, des gouttes commençaient à tomber, menaçant d'un orage. A cette heure-là, les députés sortaient de la Chambre et, comme ils étaient venus avec leur canne, ils regrettaient une fois de plus de n'avoir pas exigé que le Métro ouvrit une de ses bouches hospitalières en plein Palais-Bourbon. On y avait songé, paraît-il, mais on a craint que cette bouche ne servît un jour à vomir des torrents d'émeutiers, et on y a renoncé.

Ce petit désagrément arrive inmanquablement aux dames loyales et naïves, incapables de ruser même avec une meringue.

Devant l'assombrissement du ciel, il n'y avait qu'à se précipiter à nouveau chez le pâtissier. Le pauvre Paul Acker, mort de si malheureuse façon en service commandé, laisse un roman fini, intitulé : *Entre deux rives*. Ce roman paraîtra dans quelques jours.

Le pauvre Paul Acker, mort de si malheureuse façon en service commandé, laisse un roman fini, intitulé : *Entre deux rives*. Ce roman paraîtra dans quelques jours.

LE VEILLEUR.

LE "REGYL" guérit maladies d'ESTOMAC anciennes

Laboratoires FIEVET, 63, r. Beaumur.

Jeudi 4 octobre 1917

THEATRES

La générale de ce soir. — A la dernière minute, le théâtre Edouard-VII a été obligé, hier, de remettre à ce soir la générale du spectacle que nous avons annoncé.

Comédie-Française. — Ayant à son répertoire deux *Andromaque*, celle de Racine et celle du grand tragique grec, l'administration de la Comédie-Française, d'accord avec MM. Silvain et Jaubert, les traducteurs d'Euripide, a décidé que cette dernière prendrait le titre de *Andromaque et Péle*.

La seconde représentation de cette œuvre qui vient d'obtenir un si vif succès aura lieu samedi soir.

NOUVEAU-CIRQUE
254, rue Saint-Honoré
AUJOURD'HUI MATINÉE ET SOIREE
FORMIDABLE PROGRAMME

Cet après-midi :
Comédie-Française, 1 h. 30, *le Dépit amoureux*, Horace, les *Précieuses Ridicules*, Opéra-Comique, 1 h. 30, *Mireille*, Gaité-Lyrique, 2 h. 15, *les Diamants de la couronne*, Trianon-Lyrique, 2 h. 15, *Giroflé-Giroflé*.

A l'Odéon et sur les autres scènes, sauf à la Scala, même spectacle que le soir.

Ce soir :
Comédie-Française, 8 h. 15, *l'Elévation*, Opéra-Comique, 7 h. 30, *Louise*, Odéon, 7 h. 45, *l'Affaire des Poisons*, Bouffes-Parisiens, 8 h. 30, *l'illusionniste* (Sacha Guitry), Variétés, 8 h. 45, *la Femme de son mari*, Gymnase, 8 h. 30, *Petite Reine*, Vandeville, 8 h., la Revue, Chatellet, 8 h., mardi, mercredi, jeudi, sam., dim., 2 h., jeudi et dim., *le Tour du monde en 80 jours*.

Palais-Royal, 8 h., *Madame et son fils*, Gaité-Lyrique, 8 h., *Lucie de Lammermoor*, Trianon-Lyrique, 8 h., *la Petite Mariée*, Ambigu, 8 h., *le Système D*, Antoine, 8 h. 25, *M. Bourdin, profiteur*, Athénée, 8 h., *Mon œuvre*, Grand-Guignol, 8 h. 30, *la Grande Epouvante*, Michel, 8 h. 30, *plus ça change...*

Th. Réjane, à 8 h. 30, *Une Revue chez Rejane*, Renaissance, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer*, Porte-Saint-Bernard, 8 h. 15, *Vauvrin*, Porte-Saint-Martin, 8 h. 15, *Montmartre*, Cluny, 8 h. 45, *les Deux Vestales*, Edouard-VII, 8 h. 30, *le Feu du voisin*, la Jeune Fille au bain (répétition générale), Femina, 8 h. 45, *Sappho*, Scala, 8 h., *Occupe-toi d'Amélie*, Ba-Ta-Clan, aujourd'hui, mat. et soir, la Revue avec Mistignett et Chevalier, Loc. Roquette 30-42, Nouveau-Cirque, tous les soirs, sauf lundi, à 8 h. 30 ; matinées jeudis, samedis, dimanches et fêtes, à 2 h.

MUSIC-HALLS
Olympia, tous les soirs. Mat. vendredi et dim.

CINEMAS
Gaumont-Palace, 2 h. 15 et 8 h. 15, les Cœurs damnés, Loc. 4, r. Forest, 40 à 12 et 15 à 17 h. Tél. Marceau 16-73.

La mission de M. Franklin-Bouillon

La commission des affaires extérieures a entendu, hier, M. Franklin-Bouillon, ministre d'Etat, qui a exposé les résultats de la mission qu'il vient de remplir aux Etats-Unis. M. Franklin-Bouillon a donné des renseignements sur l'énorme effort qu'accomplissent nos alliés américains en vue de la guerre et aussi sur la constitution de l'Armée polonaise et de l'Armée tchèque.

Le retour à l'heure normale

L'heure normale sera rétablie le 7 octobre. Le ministère des Travaux Publics, dans une note qu'il communique, nous informe que les compagnies de chemin de fer ont prévu les mesures nécessaires pour le retour à l'heure normale. Dans la nuit du 6 au 7 octobre, à une heure, les aiguilles des horloges seront retardées d'une heure, c'est-à-dire ramenées d'une heure à 0 heure.

Le chocolat et les biscuits

M. Maurice Long a reçu hier matin une délégation des chocolatiers. Il leur a fait état de l'obligation où il se trouvait de réduire de 50 % les quantités de sucre allouées pour les produits de fantaisie.

M. Long a reçu également une délégation des biscuitiers.

Le suffrage des femmes en Hongrie

ZURICH, 3 octobre. — Un télégramme de Budapest annonce que M. Vassonyi, le ministre chargé de la réforme électorale, déposera son projet en automne prochain.

Certaines catégories de femmes seront comprises dans la liste électorale, notamment les veuves de la guerre, les femmes pourvues de diplômes, celles placées à la tête d'une affaire commerciale ou industrielle.

On croit que ces mesures donneront le droit de vote à 300.000 femmes environ.

GLYCOMIEL
Gelée à base de Glycerine et de Miel anglais. Souvent contre les rougeurs de la Peau. Tubes 0,90 et 1,50 francs. 31, rue Poissonnière, Paris.

JE GUERIS LA HERNIE
Nouvelle Méthode de Ch. Courtois, Spécialiste, 30, Faubourg Montmartre, 30, Paris (1^e arr.). Cabinet ouvert tous les jours de 9 à 11 et de 2 à 4 heures.
CHEMINS LOMBARDS
Renseignements gratuits BANQUE 7, rue Lafitte, Paris

FORCES INCONNUES
AVEC LA RAYONNANTE, expédié à l'essai, vous pouvez soumettre une personne à votre volonté, même à distance. Dem. à M. STEFAN, 92, Bd St-Marcel, Paris son livre N° 37. GRATIS.

CONSTIPATION
Comprimés DOZIÈRES (2 frs la boîte 100)
Les exiger des phar. ou ec. Laborat. Dozières, St-Brieu, C.-du-N.

ECONOMISEZ
Dans tous les foyers votre Sur tous charbons
CHARBON
La boîte d'essai pour 100 kilo 85 francs par poste 1 fr. L'IGNICALOR